

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, ETHIOPIA P. O. Box 3243 Telephone: 011-551 7700 Fax: 011-551 7844

Website: www.au.int

WG18639 – 138/2/24

PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE

NEUVIÈME PRE-SOMMET DE L'UNION AFRICAINE SUR LE GENRE

THÈME :

**TIRER PLEINEMENT PARTI DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE EN
INVESTISSANT DANS LA JEUNESSE : AUTONOMISER LA
JEUNESSE, PARTICULIÈREMENT LES JEUNES FEMMES POUR
ASSUMER UN ROLE DE LEADER PAR LA PARTICIPATION À LA VIE
POLITIQUE**

22-27 JANVIER 2017

**SIÈGE DE L'UNION AFRICAINE
ADDIS-ABEBA (ÉTHIOPIE)**

I. Introduction et Contexte

La Direction Femmes, genre et développement de la Commission de l'Union africaine (WGDD), en collaboration avec le Département des ressources humaines, de la science et de la technologie (HRST) et le Département des Affaires sociales, et en partenariat avec la Société civile et les partenaires des Nations unies (ONU), organise le 9^{ème} Pré-Sommet de l'Union africaine sur le genre, du 22 au 27 janvier 2017, à Addis-Abeba (Éthiopie), en marge du 28^{ème} Sommet de l'Union africaine. Par la décision (Assembly/AU/Dec.591 (XXVI)), la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de janvier 2016 a adopté le thème de l'année 2017: « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse¹ ». Comme il est de coutume, le Pré-Sommet de l'Union africaine sera axés sur le thème du Sommet.

Outre l'adoption du thème de l'année 2017, la décision de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement (Assembly/AU/Dec.591 (XXVI)) demande à la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD), l'Agence de coordination et de planification du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Fonds des Nations pour la population (FNUAP), et avec les partenaires des Nations unies et les agences de développement :

- i) d'accélérer la mise en oeuvre de l'initiative continentale du dividende démographique de l'Afrique ;
- ii) d'élaborer un feuille de route assorti de résultats à atteindre et des étapes, qui sera soumise à la prochaine session ordinaire de la Conférence, prévues pour juin 2016, par l'intermédiaire du Conseil exécutif, et qui servira de guide aux États membres et aux Communautés économiques régionales (CER) pour les actions concrètes à entreprendre en 2017 et au-delà.

Afin d'accomplir cette mission importante, la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec les institutions susmentionnées, a lancé un processus consultatif impliquant plusieurs parties prenantes dans le cadre de la préparation de cette feuille de route 2017 de l'Union africaine visant à « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », qui reflète les contributions et les aspirations de nombre de parties prenantes clés. La feuille de route qui a été adoptée par le Conseil exécutif (EX/Dec.921 (XXIX)) s'articule autour de quatre (4) piliers, à savoir l'emploi et l'entrepreneuriat, l'éducation et le développement des compétences, la santé et le bien-être, la gouvernance et l'autonomisation de la jeunesse.

Le 9^{ème} Pre-Sommet sur le Genre sera axé sur le pilier 4, c'est-à-dire, le droits de l'homme, la gouvernance et l'autonomisation des jeunes, avec un accent particulier sur l'autonomisation de la jeunesse, particulièrement le renforcement du leadership des jeunes femmes par leur participation à la vie politique. Cette décision s'appuie sur les

¹ En vertu de la Charte de la jeunesse africaine, le terme jeunesse ou jeunes désigne toute personne âgée entre 15 et 35 ans.

résultats d'une étude en ligne récemment menée auprès de 2041 jeunes sur le continent, au cours de laquelle, il a été demandé aux jeunes de remplir un formulaire et d'indiquer ce qui, « selon eux, doit être la priorité en ce qui concerne l'investissement dans la jeunesse par rapport au thème retenu par l'Union africaine pour l'année 2017 ». Selon les résultats de ce sondage, 64,9 pour cent des répondants (67,1% d'hommes et 32,9 % de femmes) ont recommandé que l'Union africaine accorde la priorité au pilier 4 de la feuille de route sur les droits de l'homme, la gouvernance et l'autonomisation de la jeunesse, notamment le renforcement du leadership et l'autonomisation des jeunes par leur engagement civique.

Outre la feuille de route susmentionnée, il sera envisagé des débats dans le cadre de la mise en oeuvre du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Protocole de Maputo), la Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (SDGEA), la Charte africaine de la jeunesse (AC), le Plan d'action sur la Décennie de la jeunesse, la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (ACDEG), l'Agenda 2063, la Déclaration sur la Décennie africaine des droits de l'homme, et la Plate-forme d'action de Beijing. Tous ces instruments promeuvent la participation de la jeunesse dans chacun de leurs domaines d'actions prioritaires et offrent un meilleur cadre de référence pour une approche de leadership des jeunes axée sur les droits de l'homme, et leur participation effective à la gouvernance et aux processus politiques qui ont un impact sur leur vie.

Ce pré-Sommet sur le genre offre l'opportunité à la jeunesse de collaborer avec les décideurs politiques, de partager leurs préoccupations et perspectives, afin d'influencer l'élaboration de politiques et la prise de décisions susceptibles d'aider à « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant stratégiquement dans la jeunesse en Afrique ».

Le pré-Sommet sur le genre servira également de cadre à l'édition 2017 de la remise du prix régional scientifique « Kwame Nkrumah » de l'Union africaine, pour apprécier, décerner des prix et honorer les meilleures scientifiques africaines pour leurs réalisations scientifiques, découvertes et innovations ; encourager la participation des femmes africaines, aborder la question de leur sous-représentation dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

II. Justification

Il est reconnu en Afrique et dans le monde que l'investissement dans les jeunes et leur autonomisation afin qu'ils assument le rôle de leader par une participation active à la vie publique, peut contribuer positivement à la réalisation des résultats en matière de développement définis dans l'Agenda 2063 et l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable. Les deux Agendas reconnaissent le rôle primordial de la jeunesse et mettent l'accent sur leur intégration, leur plus grande participation, et sur le principe de ne laisser personne pour compte.

La Déclaration de Beijing et la plate-forme d'action (BDPA) de 1995 identifient spécifiquement la jeune fille comme l'un des 12 points critiques et plaide en faveur de l'émancipation des jeunes femmes et des jeunes filles, par, entre autres, l'éducation de qualité, les soins de santé, la non-discrimination et la prévention de la violence. La BDPA et les Objectifs de développement durable appellent aussi à la prise en compte de la parité entre les hommes et les femmes dans la prise de décisions. En conséquence, investir dans la jeunesse, particulièrement dans les jeunes femmes et les jeunes filles est non seulement une obligation juridique, mais aussi une priorité de développement, pour assurer une croissance inclusive durable sur le continent. La jeunesse, particulièrement les jeunes femmes et les jeunes filles sont membres à part entière de la société, et doivent, par conséquent, jouir de pleins droits accordés à tous les membres de la société pour participer aux processus politiques.

La participation à la vie publique est une composante importante du développement de la jeunesse, parce qu'elle contribue au renforcement du capital humain et social. Faciliter la représentation de la voix de la jeunesse, l'encourager à assumer le rôle de leader et à participer aux processus politiques ayant un impact sur leur vie peut favoriser l'obtention de résultats et de gains positifs aussi bien aux plans individuel que communautaire. Si les jeunes sont engagés au plan politique, il y a de fortes chances qu'ils se développent et montrent des formes de capital social susceptibles de contribuer à la bonne marche de la démocratie et à la coexistence² pacifique. L'engagement politique peut augmenter les chances d'accès aux moyens de subsistance et contribuer ainsi à la création d'emplois et à l'autonomisation économique. Grâce à l'engagement civique, les jeunes peuvent découvrir leurs droits et responsabilités, ce qui peut contribuer à inculquer chez eux un sentiment d'appartenance, afin qu'ils participent activement aux processus de prise de décisions, qui ont un impact sur leur vie. Parce que, pour les jeunes filles en particulier, leur participation entière et effective à la prise de décisions et à la vie politique est essentielle, afin d'aborder la question du déficit de leadership féminin, et de combler le fossé entre les hommes et les femmes dans la vie politique. Une participation plus active des jeunes femmes pourrait conduire à l'élaboration de politiques qui tiennent compte des questions d'égalité entre hommes-femmes, et contribuer ainsi à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes sur le continent.

Dans la plupart des pays africains, les jeunes constituent la majorité de la population qui est en croissance rapide. Ils peuvent constituer une force créative, une source dynamique d'innovations, et ont, sans doute, au cours de l'histoire, participé, contribué, ou ont été le fer de lance dans les changements des systèmes politiques ; la dynamique du partage du pouvoir ; et les opportunités économiques.³ Les jeunes ont le pouvoir de transformer leur communauté et le continent. Les investissements consentis dans la jeunesse aujourd'hui, qui représente le bien le plus précieux de l'Afrique, pourront permettre de déterminer la trajectoire de développement du continent. En outre, la participation des

² Mercy Corps. "*Civic Engagement of Youth in the Middle East and North Africa: An Analysis of Key Drivers and Outcomes*. (« Engagement politique de la jeunesse au Moyen-orient et en Afrique du Nord : Une analyse des facteurs essentiels et des résultats ») Mercy Corps, 2012, p18 http://www.mercycorps.org/sites/default/files/mena_youth_civic_engagement_study_-_final.pdf

³ <http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-political-participation.pdf>

jeunes africaines à la vie politique, à la gouvernance et à la prise de décisions peut servir d'indicateur essentiel de l'égalité entre les hommes et les femmes et du respect des droits de l'homme dans les sociétés démocratiques. Elles constituent un grand atout, si elles sont bien motivées, pour garantir une participation et une représentation effectives des femmes, et le respect des droits de l'homme sur le continent.⁴

Malgré tous ces points positifs, les jeunes sont toujours sous-représentés dans les sphères politiques, notamment dans les domaines de la politique, de l'économie, des affaires sociales, du développement culturel, de la science et de la technologie. Les jeunes femmes, par exemple, déplorent le manque de tribune pour articuler leurs préoccupations; le manque de ressources pour un encadrement solide/systèmes d'appui ; la discrimination sociale, les constructions culturelles et sociales (stéréotypes) qui ne facilitent pas davantage leur participation effective⁵ à la vie publique. L'opportunité qui est offerte aux femmes pour réaliser leur potentiel est mise à rudes épreuves par notamment les mariages précoces, les grossesses non désirées, le manque d'accès aux soins de santé et à l'éducation.

Les jeunes femmes et les jeunes filles se voient souvent refuser les avantages de l'éducation secondaire et de l'emploi rémunéré dans des conditions décentes, ce qui pourrait leur permettre de renforcer les compétences, les atouts et la résilience⁶. 75 pour cent de nouveaux cas d'infections au VIH/SIDA parmi les adolescents touchent les jeunes femmes qui sont plus exposées au risque de mortalité et de morbidité maternelles.⁷ Le chômage, la pauvreté et le manque d'opportunités économiques constituent, entre autres, les obstacles à la participation des jeunes au développement. Selon la Banque mondiale, 60 pour cent des chômeurs en Afrique sont des jeunes.⁸ Les jeunes femmes sont les plus touchées par le chômage. Selon la Banque africaine de développement (BAD), dans la plupart des pays en Afrique subsaharienne, les hommes trouvent beaucoup plus facilement l'emploi que les femmes même si elles possèdent le même niveau d'expérience et de compétence⁹ que les hommes. On estime que l'Afrique subsaharienne perd en moyenne 95 millions de dollars américains par an, depuis 2010, en raison des disparités entre les hommes et les femmes sur le marché du travail. En outre, l'absence de mécanismes institutionnels adéquats, de structures, de politiques et de normes sociales constituent des obstacles à leur engagement politique et à leur

⁴ Feuille de route de l'UA visant à « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse », p11

⁵ Thatayaone Nnini, « Participation de jeunes femmes: De la théorie à la pratique » p 74, http://www.osisa.org/sites/default/files/sup_files/young_women_participation.pdf

⁶ L'ONUSIDA ET L'UAU: « Autonomiser les jeunes femmes et les adolescentes pour mettre accélérer la lutte contre l'épidémie du VIH/SIDA en Afrique » 2015,p 2
http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/JC2746_en.pdf

⁷ Rapport du PNUD sur l'Afrique, 2016

⁸ Rapport de la Banque mondiale sur l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, 2014

⁹ AfDB, Youth , Job and Structural change: confronting Africa's Employment Problem", (« Banque africaine de développement (BAD), Jeunesse, emploi et changement structurel: Faire face à la problématique de l'emploi en Afrique »), 2012

capacité à assumer leur rôle de leader¹⁰ Tous ces défis donnent lieu à la privation des droits, à l'exclusion, à la marginalisation des jeunes, en particulier les jeunes femmes. Afin de mieux de favoriser la participation des femmes à la vie publique et de renforcer leurs compétences en matière de leadership, il est important de créer un environnement propice à la participation effective de la jeunesse.¹¹ Parce que la participation effective de la jeunesse et sa capacité à assumer le rôle de leader nécessitent que les organisations dirigées par les jeunes offrent des opportunités, disposent des capacités et misent sur un environnement propice, des programmes et politiques pertinentes axées sur les faits à tous les niveaux¹² Pour répondre aux besoins des jeunes, il faut veiller à ce que leurs droits fondamentaux à la participation à la vie publique soient reconnus et appliqués, qu'ils prennent l'initiative de définir les programmes et politiques visant à promouvoir la participation inclusive à la vie politique.

Afin de tirer pleinement parti du dividende démographique, l'Afrique doit investir dans cet énorme capital humain dont elle dispose, c'est-à-dire, la jeunesse, qui constitue la majorité des citoyens africains, grâce à de multiples investissements qui sont, toutefois, intimement liés. Cependant, le plus important de ces investissements, sans lequel aucun progrès ne peut être réalisé, c'est de renforcer les capacités des jeunes et de veiller au respect de leurs droits et libertés, pour leur permettre de réaliser leur potentiel. Il sera de la plus grande importance de miser sur cette immense énergie et l'ambition d'une jeune population en croissance, afin de réaliser les objectifs fixés. Les Africains doivent déployer beaucoup d'efforts en vue d'exploiter ce vivier de talents, prendre des mesures immédiates pour créer les conditions propices à la réussite des jeunes. La jeunesse africaine a prouvé que, avec le soutien nécessaire, elle est capable de faire des exploits que nous n'aurions jamais pu imaginer.

Les investissements dans la jeunesse, particulièrement dans l'éducation offrent l'opportunité de former une main d'oeuvre qualifiée. En effet, l'éducation permet aux jeunes d'acquérir des compétences pour obtenir un meilleur emploi dans une économie émergente en pleine évolution. Grâce à ces investissements, les nations développent une main d'œuvre mieux équipée pour exploiter les nouvelles opportunités du dividende démographique.

L'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'achèvement des études offrent l'opportunité aux jeunes femmes et hommes d'acquérir les compétences dont ils ont besoin pour obtenir l'emploi du secteur formel, gagner un meilleur salaire et de contribuer au dividende démographique.

¹⁰ Camino, Linda , and Shepherd Zeldin. "From Periphery to Center: Pathways for Youth Civic Engagement in the Day-To-Day Life of Communities. « De la périphérie au centre : Parcours de l'engagement civique de la jeunesse dans la vie quotidienne des communautés » *Applied Developmental Science*, 2002: 213 - 220.

¹¹ Yvette Daniel, S. Nombuso Dlamini, Jennifer Stanton, Natasha Koustova, "Engaging Girls in Civic Life: Challenges and Opportunities « Participation des filles à la vie publique : défis et opportunités ». *International Journal of Humanities and Social Science* Vol. 3 No. 18; October 2013, p47. http://www.ijhssnet.com/journals/Vol_3_No_18_October_2013/5.pdf

¹² United Nations Youth (Jeunesses des Nations unies), <http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-political-participation.pdf>

Le 9^{ème} pré-Sommet sur le genre offre la tribune à un dialogue intergénérationnel sur les meilleurs voies et moyens de mobiliser le potentiel des jeunes, afin qu'ils assument leur rôle de leader par une participation plus active aux processus politiques en Afrique ; de tirer des enseignements des expériences des autres, de trouver des solutions aux problèmes et de concevoir des interventions stratégiques visant à renforcer les capacités des jeunes, particulièrement la participation des femmes à la vie publique.

Les prix régionaux scientifiques « Kwame Nkrumah » de l'Union africaine vont servir à élever le profil de la science et de la technologie afin d'encourager les jeunes, particulièrement les jeunes femmes qui envisagent des carrières dans ce secteur.

III. Objectifs du Pre-Sommet sur le genre

L'Objectif global du 9^{ème} pré-Sommet sur le genre est d'identifier les domaines stratégiques pour la réalisation du pilier 4 de l'Agenda de l'Union africaine sur le dividende démographique, « les droits de l'homme, la gouvernance et l'autonomisation des jeunes », avec un accent particulier sur l'autonomisation des jeunes, particulièrement le renforcement du leadership des jeunes femmes par leur participation active à la vie politique.

Les objectifs spécifiques sont :

- ⇒ de définir les domaines prioritaires d'investissement dans la jeunesse, particulièrement les jeunes femmes, afin de tirer pleinement parti du dividende démographique en renforçant leur leadership grâce à leur participation active à la vie publique ;
- ⇒ d'identifier les stratégies concrètes, y compris les interventions politiques visant à autonomiser la jeunesse, particulièrement les jeunes femmes en renforçant leur leadership par leur participation publique dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 ;
- ⇒ d'adopter « l'Appel à l'action » en vue d'assurer une participation plus effective des jeunes, particulièrement une participation égale des jeunes femmes aux prises de décisions et à la vie politique.

IV. Résultats attendus du pré-Sommet sur le genre

- ⇒ Défis et obstacles à la participation, à la pleine autonomisation des jeunes, particulièrement les jeunes femmes et les filles, identifiés et débattus ;
- ⇒ Stratégies visant à accélérer la participation effective des jeunes femmes et des filles et à assurer un partenariat multisectoriel, élaborées ;

- ⇒ Domaines prioritaires d'investissement dans la jeunesse, particulièrement les jeunes femmes et les filles, identifiés ;
- ⇒ Appel à l'action, adopté;
- ⇒ Conclusions du pré-Sommet sur le genre, mis au point, afin de les inclure dans la déclaration des chefs d'États et de gouvernement sur le thème de l'UA de l'année 2017.

V. Organisation du pré-Sommet sur le genre

Conformément au thème de l'année, le pré-Sommet sur le genre et ses activités vont permettre de veiller à ce que la voix des jeunes, particulièrement celle des jeunes femmes soit représentée. À cet effet, un Forum de consultation des jeunes femmes sera organisé avant le pré-Sommet sur le genre, pour créer les conditions nécessaires à la représentation des voix des jeunes femmes, qui sont souvent sous-représentées au cours des réunions de jeunes ou de femmes, pour promouvoir le dialogue entre elles et formuler des recommandations qui seront prises en compte au cours du Sommet. Le Forum de consultation des jeunes femmes sera organisé dans l'après-midi du 23 janvier 2017.

Conformément à la tradition, le 9^{ème} pré-Sommet sur le genre sera précédé d'un pré-Sommet de la société civile sous les auspices de Gender is my Agenda Campaign (La campagne « Le genre est mon agenda »), les 22 et 23 janvier 2017. Deux réunions de consultations sur la nouvelle Stratégie de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein de l'UA seront organisées, le 23 janvier 2017. La consultation des ministres chargés du genre et de la condition féminine aura lieu dans la matinée et sera suivie, dans l'après-midi, de la réunion de consultation des organes économiques régionaux et des mécanismes régionaux.

Le pré-Sommet de deux jours sur le genre sera organisé les 24 et 25 janvier 2017. Les ministres chargés du Genre et de la Condition féminine seront vivement encouragés à inclure plus d'un jeune dans leur délégation. Les différents points de débat seront présentés grâce à divers moyens. À titre d'exemple, la poésie, le récit/théâtre et la musique serviront à mettre en lumière les questions essentielles du point des jeunes. En outre, il y aura des débats via les médias sociaux au cours des deux jours, afin que la voix des jeunes qui ne seront pas en mesure de participer au pré-Sommet soit entendue et fasse partie des débats. L'événement sera diffusé en direct sur le site internet de l'Union africaine. Le pré-Sommet sur le genre va déboucher sur un appel à l'action qui sera inclus dans la déclaration des chefs d'État et de gouvernement de l'UA sur le thème 2017 de l'UA.

Les prix Kwame Nkrumah seront décernés dans la soirée du 25 janvier 2016. À cet effet, il sera décerné un prix aux deux meilleures scientifiques de chaque région du continent. Depuis sa création en 2008, 30 femmes africaines ont reçu ce prestigieux prix.

Le Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA) organisera, le 26 janvier 2017, un dialogue de haut niveau sur l'égalité entre hommes-femmes et l'éducation, afin de garantir les engagements politiques tels que l'énoncé des résultats sur les droits des filles à l'accès à l'éducation et à l'achèvement au moins des études secondaires, en dépit d'éventuelles ruptures de scolarité.

En outre, la Commission de l'Union africaine organisera la réunion consultative de la Pré-Commission de la condition de la Femme (CWS61), les 26 et 27 janvier 2017, afin de soutenir les efforts visant à renforcer le consensus sur la position africaine commune sur l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes, à assurer que l'Afrique parle d'une seule voix au cours des réunions internationales, particulièrement au cours de la prochaine Commission sur la condition des femmes (CWS61), qui aura lieu, à New York, du 14 au 23 mars 2017.

VI. Profile des participants

Le pré-Sommet de l'UA sur le genre réunira :

- ⇒ les ministres chargés du Genre et de la Condition féminine ;
- ⇒ les représentants des Organes de l'Union africaine ;
- ⇒ les représentants d'organisations de la société civile, notamment celles qui s'occupent des questions de la jeunesse ;
- ⇒ les représentants des formations/des réseaux de la jeunesse, les jeunes dirigeants de tout le continent, y compris les jeunes femmes, et celles en situation de handicap ;
- ⇒ les représentants des Communautés économiques régionales ;
- ⇒ les représentants des Agences des Nations unies;
- ⇒ le secteur privé ;
- ⇒ les partenaires au développement ;

VII. Date et lieu du Pré-Sommet de l'UA sur le genre

Le 9^{ème} pré-Sommet de l'UA sur le genre et ses événements parallèles auront lieu du 22 au 27 janvier 2017, en marge de la vingt-huitième session ordinaire des chefs d'État et de gouvernement, à Addis-Abeba (Éthiopie).

VIII. Organismes

Le pré-Sommet de l'UA sur le genre est organisé par la Direction Femmes, genre et développement (WGDD), en collaboration avec le Département des ressources humaines de la science, et de la technologie (HRST) et le Département des Affaires sociales (DSA).

IX. Langues de travail du Pré-Sommet de l'UA sur le genre

L'interprétation simultanée sera assurée en anglais et en français.